

En Allemagne, une profonde mutation du marché du travail

Cécile Boutelet

Alors que les emplois dans l'industrie disparaissent, les recrutements se font dans les services publics, le social et la santé

BERLIN - *correspondance*

Dans une Allemagne en stagnation économique depuis plus de cinq ans, le marché du travail semble être le lieu de tous les paradoxes. Le nombre de chômeurs est passé, en janvier, au-dessus de la barre des 3 millions de personnes, sous l'effet d'un ralentissement d'hiver, mais surtout des plans sociaux dans l'industrie depuis 2024. Dans le même temps, le manque de travailleurs qualifiés dans certains secteurs continue à être un frein majeur au retour de la croissance, alors que des dizaines de milliers de salariés partent à la retraite.

Derrière ces contradictions, se cachent des transformations profondes du marché du travail allemand. Elles sont particulièrement visibles dans le dernier rapport de l'Agence pour l'emploi, daté de fin janvier 2026 à partir des données de novembre 2025. Il montre, d'un côté, une forte accélération des destructions de postes dans l'industrie manufacturière, à un rythme qui atteint désormais 14 000 par mois ; de l'autre, que les seuls secteurs créateurs d'emplois sont proches de l'Etat, comme les services publics, les services sociaux et ceux de la santé, portés par le vieillissement de la population. Les deux évolutions ne se compensent pas, ce qui explique la hausse du chômage, passé de 6,4 % à 6,6 % en douze mois.

Certes, ce niveau reste relativement faible comparativement à d'autres pays. Mais les conséquences macroéconomiques de cette évolution sont massives : les emplois qui disparaissent dans l'automobile, la chimie et la construction de machines, secteurs dominants du secteur privé, sont les plus productifs, les plus protégés et les mieux rémunérés. Ceux qui sont créés dans les secteurs de la santé et des services sociaux affichent une faible productivité et sont souvent exercés à temps partiel. Ils sont surtout financés par les cotisations sociales et les impôts, ce qui fait peser une charge croissante sur les salaires et les finances publiques, en particulier dans les communes allemandes.

« Marché du travail gelé »

Même Marcel Fratzscher, chef économiste à l'Institut allemand de recherche économique, le DIW, à Berlin, plutôt classé à gauche, s'alarme que l'activité soit de plus en plus portée par la dépense publique. Le retour de la croissance, attendu en 2026, sera « *en grande partie tiré par l'Etat, grâce à des dépenses publiques supplémentaires dans les infrastructures et la défense* », écrit-il fin janvier. Il appelle à une réforme de l'Etat social et du marché du travail, y compris avec l'allongement de la durée du travail, afin de limiter la hausse des coûts sociaux portés par le vieillissement de la population.

Dans l'industrie manufacturière, les destructions d'emplois devraient se poursuivre en 2026, estime la VDMA, le lobby des constructeurs de machines, dans un communiqué publié vendredi 13 février. Il précise que le secteur employait, fin 2025, 1,01 million de personnes outre-Rhin, soit 2,2 % de moins qu'en 2024. « *Il ne s'agit plus de fluctuations conjoncturelles* », commente Fabian Seus, chargé des questions d'emploi à la VDMA, qui pointe du doigt les effets de la concurrence chinoise et des droits de douane américains, mais aussi le coût du travail élevé et les régulations, qui décourageraient les investissements. « *La mutation structurelle de l'industrie est engagée, dit-il. La difficulté consiste à préserver les emplois et les compétences là où cela est possible, sans pour autant entraver la transformation nécessaire.* »

Cette contradiction est aussi soulevée par deux chercheurs renommés. « *Jamais encore il n'y avait eu aussi peu de créations de nouveaux emplois, le marché du travail est littéralement gelé* », notent Enzo Weber et Simon Jäger, analystes à l'Institut de recherche sur le marché du travail, dans une tribune au journal *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, fin janvier. Ils avancent qu'une partie de l'explication réside dans les mécanismes qui ont permis à l'Allemagne de sortir de la crise de 2008-2009 sans trop de casse sociale, mais qui freinent aujourd'hui la croissance.

« *L'époque où la demande d'exportation de Chine et des Etats-Unis nous a sauvés est terminée. Dans une phase de changement technologique, la seule façon de sortir de la crise est la transformation* », avancent les auteurs. Ils critiquent les programmes de suppressions d'emplois, coûteux pour les entreprises et les contribuables, qui entraveraient la mutation de l'économie. Les mises au chômage partiel et à la retraite anticipée, très pratiquées actuellement dans l'industrie, priveraient les secteurs industriels en croissance de travailleurs qualifiés, alors que le changement démographique les rend plus rares.